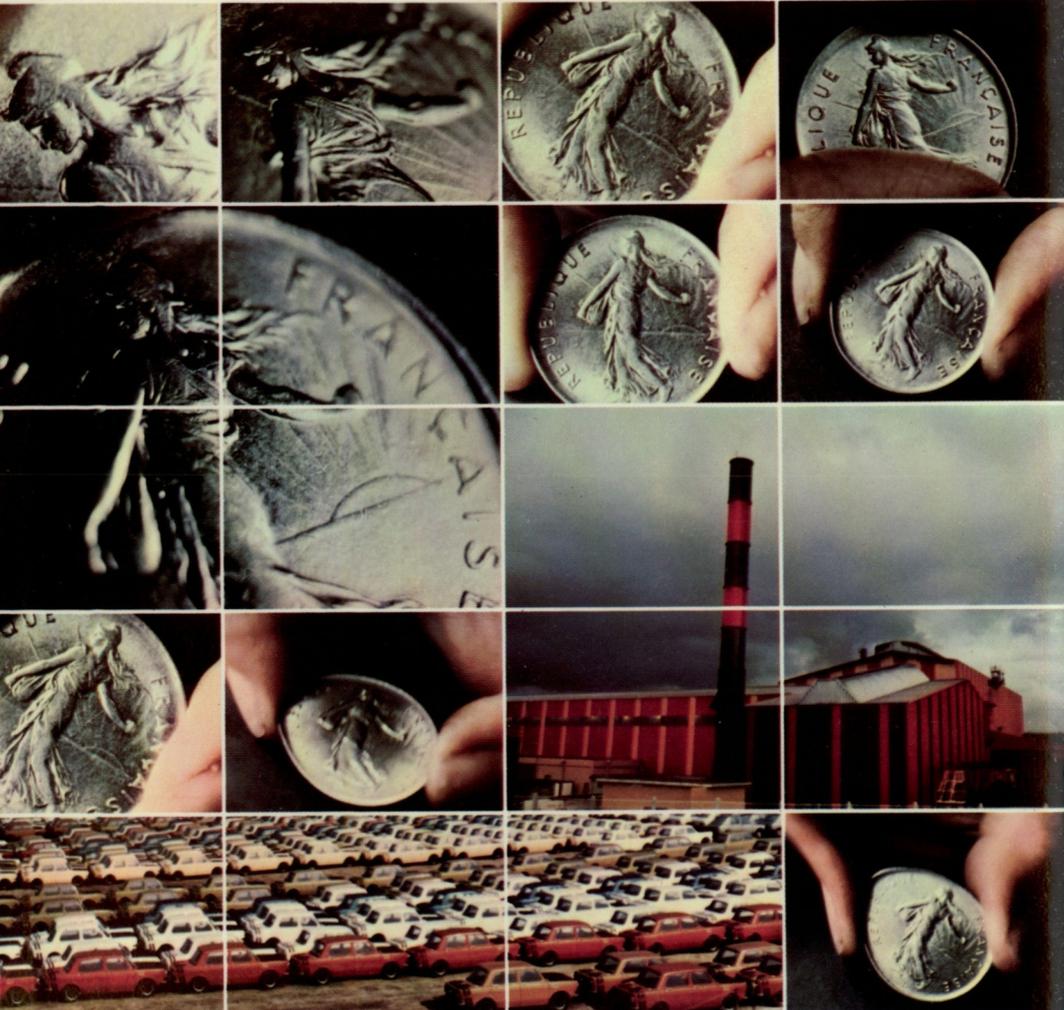


L'INFLATION AU CŒUR

PAR MICHEL ROCARD
ET JACQUES GALLUS



L'AIR DU
TEMPS

GALLIMARD

Extrait de la publication

*Que tous ceux qui ont contribué à ce travail collectif
au nom d'un même avenir soient ici remerciés. Et
notamment Jacques Boniface, Bernard Jaumont, Yves
Lannes, Jean Rey, Bernard Salgues, François Soulage
et Patrick Viveret.*

J.G. - M.R.

*Car le plus lourd fardeau,
c'est d'exister sans vivre.*
Victor Hugo, *Les Châtiments*.

INTRODUCTION

L'inflation au cœur de la crise

Au moment où la société occidentale se demande si elle n'est pas menacée d'une crise cette fois définitive, au moment où en Europe on ne sait plus très bien quelle forme peut prendre l'espérance, nous choisissons d'étudier et d'attaquer l'inflation. N'est-ce pas un paradoxe, alors que la préoccupation majeure des Français dans les deux ans qui viennent sera l'emploi et que le rythme de la hausse des prix sera en 1975 inférieur à celui de 1974? L'inflation ne serait-elle plus qu'un souci second et ce livre serait-il dépassé au moment même où il est écrit? Répondre affirmativement à cette question, c'est méconnaître fondamentalement la structure du capitalisme actuel, c'est ignorer les liens entre l'inflation et la nature de la croissance, c'est enfin se tromper de diagnostic sur la présente récession économique occidentale.

Jamais depuis la guerre, le nombre des chômeurs n'a été si élevé, en France, mais aussi dans toute l'Europe occidentale et aux États-Unis. Jamais, depuis la guerre. Cette coïncidence historique n'est pas un hasard; elle suggère au contraire que la lutte des intérêts écono-

miques, ces dernières années, laisse le monde dans un chaos aussi grand qu'il y a trente ans celle des armes.

Une croissance sauvage, une concentration anarchique des capitaux, le tout financé par un endettement massif, voilà le legs de l'économie libérale. Cet extraordinaire désordre se développe en multipliant les tensions : entre classes sociales, entre pays développés et Tiers-Monde, entre États-Unis et Europe, entre l'homme et son environnement naturel, entre petites entreprises et entreprises dominantes, entre consommation immédiate et développement à long terme. Ces tensions de nature très diverse ont cependant un dénominateur commun : l'inflation. Celle-ci est au cœur de chacun des dérèglements économiques et sociaux actuels et en mesure la gravité. Ainsi, ce n'est pas non plus un hasard si 1974 est à la fois l'année de l'inflation à deux chiffres et celle où la crise s'avère être la seule issue capitaliste aux déséquilibres amoncelés par la croissance sauvage. L'ambition de ce livre est de montrer que si l'inflation est au cœur de la crise, c'est parce qu'elle est depuis plus de dix ans au cœur de notre société; cela veut dire que la crise d'aujourd'hui, avec son chômage, est dans la continuité de l'inflation d'hier et précède sans doute l'inflation de demain. Pour qu'il n'en soit pas ainsi, il faudrait que le pouvoir s'attaque aux racines structurelles de l'inflation, mais nous verrons pourquoi il ne le fera pas.

Dans cette perspective, il est certain que la cure d'austérité que celui-ci a imposée sera dure pour des millions de travailleurs et elle l'est déjà. Il est aussi probable qu'elle contribuera à asseoir la domination des entre-

prises les plus puissantes, à développer l'emprise des firmes multinationales, tandis que les unités mal armées dans la lutte pour le profit seront éliminées. La concentration du capital va donc sortir renforcée de cette phase, mais on ne voit pas les indices d'une crise économique définitive, ce qui ne préjuge pas des conséquences politiques et sociales de l'évolution que l'on vient d'évoquer. D'un point de vue économique, la plus grande probabilité est au contraire que la croissance inflationniste d'hier reprenne demain sa route.

La « crise du pétrole » bouleverse-t-elle profondément ce diagnostic? la réponse est affirmative à court terme dans la mesure où les cent milliards de dollars de revenus pétroliers annuels sont pris sur les revenus des pays industrialisés sans être tous réinjectés dans le circuit par défaut d'importation des pays producteurs; il y a là un facteur dépressif considérable. Mais la réponse change dès que l'on quitte le court terme. Car d'une part, la capacité d'industrialisation des pays producteurs de pétrole va fortement s'accroître et offrira de larges débouchés nouveaux et d'autre part, les énergies de substitution au pétrole du Moyen-Orient prendront progressivement la relève à partir de 1980.

Pour l'économie française, il est donc urgent de ne pas ralentir sa marche. Ceux qui prônent une croissance lente aujourd'hui condamnent la France à être absente de la scène internationale demain. Les quatre grandes priorités sont au contraire les suivantes : le développement des industries capables de procurer par leurs exportations de quoi payer les importations indispensables; la création

d'une industrie de l'énergie qui limitera la dépendance extérieure; la réalisation d'une autre forme de croissance, que nous appelons ici croissance profonde, et qui a pour objectifs de lutter contre le gaspillage capitaliste, d'assurer la satisfaction des revendications populaires et de favoriser le développement de toutes les activités humaines non liées à la recherche du profit. Il est clair que ces priorités seraient d'autant mieux mises en pratique qu'une communauté politique et économique puissante les prendrait à son compte et c'est pourquoi l'Europe socialiste est la quatrième priorité de la période.

Au lieu de cela, le pouvoir cherche à dégager le surplus exportable en pénalisant l'investissement — c'est-à-dire le développement de demain — tout en ne faisant rien pour réorienter la croissance dans le sens qu'exigent les nouvelles données mondiales et les failles du mode de vie occidental. Le prêt d'un milliard de francs à Citroën en est un exemple navrant puisque l'État n'assortit son concours d'aucune directive et qu'il ne définit pas la moindre politique globale des transports, alors que l'on sait l'urgence en ce domaine. Ainsi, le chômage organisé par le plan gouvernemental a seulement pour vocation de recréer les conditions de la croissance passée autour de firmes toujours plus concentrées. C'est tout simplement reconstruire l'inflation future. Et voici pourquoi l'inflation reste la caractéristique centrale de la croissance capitaliste moderne. Notre objectif est d'en comprendre les mécanismes pour proposer une société de justice et de liberté qui puisse la combattre efficacement. La réflexion économique ne suffira pas à cette compréhens-

sion : car l'inflation a conquis une telle place qu'elle devient un élément central de notre univers politique, économique et social. Au cœur d'un certain type de société, l'inflation ne peut s'isoler sur le territoire de l'économiste. Par ailleurs, la science économique s'est tellement coupée du reste des sciences humaines, qu'elle devient de jour en jour plus incapable de rendre compte de la réalité, qui — elle — ne connaît pas ces cloisonnements.

Une telle inflation est-elle, en toute hypothèse, indispensable à la survie du capitalisme développé? Nous ne le pensons pas; un régime autoritaire pourrait introduire d'autres méthodes de régulation socio-économique en préservant la loi du profit; c'est sans doute la tentation d'une fraction de la droite française, au sein des partis de la majorité comme au sein du patronat. Notre propos est de montrer qu'il existe une autre issue : jeter les bases d'une société socialiste adaptée aux traditions françaises et au niveau de développement de notre pays.

Ce livre n'est donc pas un livre de théorie économique et financière. C'est un livre militant. Nous nous sommes abstenus, autant que faire se pouvait, d'utiliser le jargon des spécialistes; les chiffres ne sont donnés que dans la stricte mesure indispensable. Enfin, nous n'avons pas utilisé l'outillage aujourd'hui considérable que les économistes tirent des mathématiques. Indispensables pour mesurer, estimer et calculer, utiles pour étayer la rigueur logique des raisonnements, précieux pour chiffrer les prévisions, les modèles mathématiques ne sont jamais que l'expression des hypothèses de leurs auteurs; ils ne pro-

duisent de résultats que dans le cadre du jeu des variables qu'on y introduit. La réflexion fondamentale sur l'inflation est en amont de tout cela.

Cette réflexion est cependant malaisée : les Français sont peu familiers de l'économie. Il faudra bien qu'ils le deviennent, et d'abord ceux d'entre eux qui entendent mener le combat politique socialiste : la démocratie c'est en effet avant tout le contrôle collectif sur les décisions, contrôle d'autant plus nécessaire que le contenu technique des décisions est plus grand. L'attitude trop fréquente qui consiste à récuser comme technocratique toute analyse ressentie comme difficile fournit sa base essentielle à la puissance des technocrates. Pour les contrôler il faut d'abord comprendre ce qu'ils font, et seuls les démagogues prétendent que toute réalité économique, sociologique ou financière peut se présenter et se résumer en termes élémentaires. Ce livre a pour projet de conduire militants de base et citoyens conscients au cœur du débat politico-financier que fait surgir ce cancer du capitalisme contemporain qu'est l'inflation. L'itinéraire n'en a rien d'inaccessible, mais il exige de la ténacité. C'est après tout la même vertu que celle qui permet de transformer les meilleures conclusions théoriques en pratiques politiques efficaces.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, un rappel de l'ampleur prise récemment par l'inflation paraît nécessaire.

L'inflation, c'est la hausse des prix. Telle est la définition la plus courante et aussi la plus claire. Par souci de simplification, il peut être utile de l'adopter; mais il faut y mettre une réserve évidente : quand on dit que l'inflation

est la hausse des prix, on n'a rien expliqué; on ne fait qu'imager un phénomène par la forme externe qu'il prend sur le marché mais on ne dit rien sur son contenu.

La hausse des prix constitue donc une bonne mesure de l'ampleur du phénomène observé. Il y a quelques années, les ouvrages d'économie citaient des multitudes de chiffres pour démontrer que la hausse des prix variait de quelques décimales d'une année sur l'autre. Quand on sait la grande imprécision qui, pour des raisons techniques, grève tout travail statistique en macro-économie, on reste perplexe devant ces travaux d'apothicaire. L'analyse contemporaine de l'inflation ne court pas ce risque car, dans le tableau ci-contre, le rapport entre le taux de la première colonne et celui de la quatrième va souvent de un à quatre. L'esthétique de la décimale laisse place à l'inflation accélérée.

Il ne s'agit pas, dans ce chapitre introductif, d'expliquer mais de constater. Le constat est que pendant les années soixante, l'économie occidentale a connu un taux d'inflation inférieur à 4 % tandis que celui-ci dépasse désormais 12 %. Il atteint même dans certains pays des seuils beaucoup plus élevés. En France, le taux de 1974 a dépassé tout ce que l'on a connu depuis la fin de la reconstruction et la guerre de Corée, y compris dans les pires moments de la IV^e République.

L'important dans ce mouvement des taux est qu'il ne s'agit pas seulement d'une variation arithmétique mais bien d'un changement de nature du phénomène observé. En effet, lorsqu'on lit les études des meilleurs spécialistes, on est frappé de voir que les explications données des

PRIX A LA CONSOMMATION
Variations en pourcentage
par rapport à la période précédente,
non corrigée des variations saisonnières.

Au taux annuel

	<i>Moyenne 1962-1972</i>	<i>1973</i>	<i>1974</i>	<i>Douze mois se terminant en déc. 74</i>
Canada	3,3	7,6	10,7	12,4
États-Unis	3,3	6,2	11,0	12,2
Japon	5,7	11,7	24,4	21,9
Australie	3,4	9,5	15,1	16,3 (a)
Nouvelle-Zélande	5,1	8,2	10,9	12,6 (a)
France	4,4	7,3	13,6	15,2
Allemagne	3,2	6,9	7,0	5,9
Italie	4,3	10,8	19,1	24,5
Royaume-Uni	4,9	9,2	16,0	19,1
Belgique	3,8	10,4	12,6	15,7
Luxembourg	3,4	6,1	9,5	11,2
Pays-Bas	5,4	8,0	9,6	10,9
Danemark	6,0	9,3	15,2	15,5
Irlande	5,8	11,4	17,0	20,0 (a)
Autriche	3,9	7,6	9,5	9,7
Finlande	5,7	11,4	17,4	16,9
Grèce	2,7	15,5	26,9	13,5
Islande	11,9	20,6	42,9	51,3 (a)
Norvège	5,1	7,5	9,4	11,3
Portugal	6,3	12,9	25,1	18,1
Espagne	7,1	11,4	15,6	17,9
Suède	4,7	6,7	9,9	11,6
Suisse	4,0	8,7	9,8	7,6
Turquie	8,6	14,0	..	23,1 (a)
<i>Total O.C.D.E. (b)</i>	3,9	7,9	13,3	14,2
<i>O.C.D.E. Europe (b)</i>	4,5	8,6	12,8	14,2
<i>C.E.E. élargie (b)</i>	4,2	8,3	12,6	14,3

(a) Jusqu'à la période la plus récente pour laquelle on dispose de données.

(b) Pondéré par la consommation privée de 1973 aux taux de change de 1973.

Sources : statistiques O.C.D.E.

accès d'inflation dans le passé ont un caractère conjoncturel¹. Par exemple, la hausse des prix de 1951-1952, la plus forte avant celle d'aujourd'hui, est aisément éclairée par la conjonction d'une mauvaise récolte agricole, d'une politique de hausse des tarifs publics et du SMIG, et de la hausse des coûts des matières premières consécutive à la guerre de Corée.

*Indices des prix à la consommation des ménages en France.
Base 100 l'année précédente.*

1950	107,5	1958	112,3	1966	103,0
1951	114,6	1959	105,9	1967	102,9
1952	111,9	1960	103,4	1968	105,0
1953	100,4	1961	102,8	1969	107,1
1954	101,1	1962	104,2	1970	104,9
1955	101,1	1963	104,9	1971	105,6
1956	104,5	1964	103,3	1972	105,9
1957	105,3	1965	102,5	1973	107,2
				1974	113,5 *

* Provisoire.

Source : comptes de la Nation, Base 1962.

Et la meilleure preuve que cette inflation fut conjoncturelle est que les années 1953 à 1955 incluses connurent une stabilité absolue des prix. Désormais, il ne viendrait plus à l'idée de personne de qualifier de conjoncturelle l'inflation qui sévit depuis la fin des années soixante. Au contraire, c'est bien la naissance de l'inflation structurelle qui marque notre époque économique au point de justifier l'appellation de « société d'inflation² ». Avant de mon-

1. Cf. J.-J. Carré, P. Dubois, E. Malinvaud, *La Croissance française*, Seuil, 1972.

2. René Maury, *La Société d'inflation*, Seuil, 1973.

trer dans le corps de ce livre en quoi l'inflation est devenue une structure du capitalisme, il convient de faire un second constat.

Ce second constat est le rétrécissement du fossé séparant la hausse du prix des services, celle des produits alimentaires et celle des produits manufacturés. Autrefois, la faible productivité des services entraînait une hausse des prix beaucoup plus forte dans ce secteur que dans les autres. Ces dernières années, on constate que les taux de hausse de chacun des secteurs sont d'un ordre de grandeur assez proche ce qui signifie que les contraintes de liaison internes à l'économie se sont renforcées, ce qui confirme l'hypothèse de l'inflation structurelle.

*Hausses de prix différenciées dans l'économie française
(en %).*

<i>Années</i>	<i>Hausse des services privés</i>	<i>Hausse des produits alim.</i>	<i>Hausse des prod. manif. sect. privé</i>
1963	9,0	4,7	2,9
1964	4,5	2,2	1,6
1965	3,9	2,8	1,0
1966	5,1	2,4	1,7
1967	5,3	1,2	2,0
1968	10,5	4,0	4,1
1969	5,1	6,9	5,1
1970	6,0	5,8	4,0
1971	6,6	6,8	4,5
1972	8,0	8,5	5,7
1973	9,0	10,9	6,4

Les prix des services privés ne comprennent ni les loyers, ni les dépenses de santé, ni les tarifs publics. Les prix des produits manufacturés du secteur privé ne comprennent ni l'énergie et les combustibles, ni les tabacs et allumettes.

Source : *Le Monde*, 26 février 1974.

S'il fallait opérer un constat diversifié de l'inflation, il ne faudrait pas se contenter de statistiques et décrire aussi l'émergence de l'inflation dans d'autres domaines des sciences sociales. Mais ce serait déjà entamer la neutralité du constat habituel de l'inflation pour entrer dans l'analyse. C'est en dégageant les trois approches de l'inflation (chap. 1) que l'on verra en quoi la seule interprétation des statistiques de prix est très insuffisante à la prise en charge complète du phénomène inflationniste.

Les chiffres présentés ici sont bien connus et ont déjà été abondamment étudiés. Mais ce qui s'est dit à leur sujet n'a pas toujours contribué à clarifier le débat. Au contraire, l'opinion française, telle que le pouvoir l'informe en matière économique, n'est guère en mesure d'appréhender le phénomène de l'inflation. Si tant est que les économistes le maîtrisent actuellement, l'homme de la rue n'y comprend assurément rien : on lui dit simultanément que la faute revient aux salaires et à la consommation privée, aux investissements publics dits improductifs et aux profits des entreprises; puis on abandonne ce discours pour lui dire que tout cela vient de la hausse du prix du pétrole.

Il y a en effet de quoi troubler les esprits! Pour remédier à ce danger d'éparpillement, nous avons regroupé les éléments explicatifs du phénomène observé en trois approches : l'inflation structurelle, l'inflation sociolo-

gique et l'inflation spéculative. En procédant ainsi, nous avons cherché à sortir du débat classique sur les causes de l'inflation; il s'agit davantage ici de mettre en lumière les conditions dans lesquelles l'inflation se développe.

1

Les trois approches de l'inflation

S'attaquer au cancer de l'inflation, c'est ainsi mettre la lumière sur l'aspect structurel le plus grave de l'évolution économique récente. Mais le reste ne doit pas demeurer dans l'ombre. C'est pourquoi nous voudrions rappeler brièvement cette évolution économique qu'elle accompagne et surtout les contestations auxquelles elle a donné naissance. Car la société de demain se dessine en creux dans les manques et les désirs de celle d'aujourd'hui.

Les historiens qui décriront notre époque seront sans doute frappés de la rapidité et de la force avec laquelle le vent a tourné. Atteignant son apogée aux États-Unis avec la nouvelle frontière de Kennedy, la période rose de la croissance occidentale s'est brusquement obscurcie à la fin des années soixante. Depuis lors et jusqu'à aujourd'hui la remise en cause économique, sociale et culturelle de ce modèle de développement n'a cessé de prendre force.

Lorsqu'en Mai 68 le régime gaulliste et à travers lui, le capitalisme français, sont mis en question, voici deux ans que le pôle capitaliste dominant — les États-Unis — est violemment contesté par ses étudiants et ses marginaux. La guerre du Viet-nam, symbole et pire réalité de cette

L'INFLATION AU CŒUR

PAR
MICHEL ROCARD ET
JACQUES GALLUS

Des prix qui montent, cela intéresse quelques économistes et la ménagère.

Une économie qui s'enraye, cela intéresse l'avenir de chaque citoyen, et celui de la société.

Parvenue à son stade actuel, l'inflation est beaucoup plus que la hausse des prix ; elle est

le symptôme le plus profond de la maladie de l'économie occidentale. Une économie qui ne cherche pas à construire l'avenir en planifiant l'effort des hommes

et l'usage de ses richesses naturelles, mais au contraire une économie qui navigue à vue.

A l'origine de ce mal se trouve la volonté de rentabiliser à court terme toutes les activités économiques et sociales. Au bout du chemin surgissent la crise du mode de vie et le procès de la croissance sauvage.

Le moment est venu de proposer une société sans inflation, c'est-à-dire qui cesse de dévaluer l'avenir. Car le chômage, les mauvaises conditions de travail, de transport, de logement, l'urbanisme vandale, la dégradation de la nature, ne sont pas des fatalités. Une autre croissance, la croissance profonde, est possible. Il n'est jamais trop tard pour s'intéresser à améliorer le sort des hommes.

MICHEL ROCARD et JACQUES GALLUS

MICHEL ROCARD

né en 1930

Inspecteur des finances.

Ancien secrétaire national du P.S.U.

Membre du Bureau exécutif du Parti socialiste.

JACQUES GALLUS

né en 1948

Docteur ès sciences économiques. Sciences Po.

Ancien secrétaire de la Commission économique du P.S.U.

Membre de la Commission économique du Parti socialiste.

